

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 35 (1998)
Heft: 1333

Artikel: Comptes nationaux 97: repetita placent
Autor: Gavillet, André
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1009996>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 15.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Comptes nationaux 97: repetita placent

Les comptes nationaux sont régulièrement commentés par DP. Mais, dans le débat public, leur analyse est laissée aux spécialistes. Pourtant ils reflètent année après année l'enrichissement du pays. Et par conséquent le problème de la répartition de cette richesse, ou dans tous les cas, celui de sa contribution aux charges politiques.

LA BANQUE NATIONALE a annoncé les premiers résultats globaux de la balance des revenus en 1997. C'est un nouveau record. La barre des 30 milliards a été franchie. Le meilleur résultat antérieur datait de 1993 à hauteur de 28 milliards

Quelques remarques, certaines déjà exprimées, mais c'est le phénomène et non pas le commentaire qui est répétitif.

Un phénomène structurel

En 1993, la récession était particulièrement forte. Elle se traduisait par une baisse des importations: quand l'économie va mal, les achats à l'étranger baissent. En conséquence, la balance des biens et marchandises en 1993 se révélait à elle seule positive, après avoir été fortement déficitaire dans les années de haute conjoncture, notamment en 1989 qui fut une période de surchauffe. En 1997 on retrouve une situation plus proche de la normale. La balance des biens et marchandises est à peine bénéficiaire à 0,3 milliard. Si donc le solde global bat un nouveau record, c'est l'indice probant que l'on se trouve devant un phénomène permanent, non pas conjoncturel, mais structurel. Il faut en tirer les conséquences économiques et politiques.

Les gagnants

Ces excellents résultats vont exercer une pression à la hausse sur le franc suisse. La Banque nationale combattra ce phénomène par une politique d'argent abondant et de taux d'intérêt au plus bas. Cela pourrait constituer les éléments d'un nouvel emballement. Mais cette fois-ci, les conditions ne sont pas réunies. Les banques ont appris, sous l'effet d'une quarantaine de milliards de pertes, à être prudentes; elles continuent à serrer les crédits, alors même qu'elles peuvent se refinancer aux meilleures conditions. On assiste d'ailleurs à une forte expansion des bénéficiaires bancaires, notamment dans les prestations à l'étranger.

Enfin le revenu des capitaux, investis ou placés à l'étranger, continue à augmenter, avec un solde positif de 17 milliards, qui reflètent la bonne santé des multinationales et des

banques, qu'elles agissent pour leur compte ou celui de leurs clients. La fortune suisse se porte bien.

Conséquences

Il faut mettre en regard ces résultats exceptionnels, ceux d'un podium en comparaison internationale, avec l'état des finances fédérales et la politique d'austérité annoncée. Si devant n'importe quel observateur étranger, ces chiffres étaient présentés avec un soupir traduisant notre situation étatique «oh combien difficile!», il n'obtiendrait pour réponse qu'un éclat de rire.

Le solde actif de notre balance exprime un enrichissement national. Les cours boursiers des grandes sociétés suisses en sont pour une part le reflet. Ils ne sont donc pas artificiels. La justice voudrait que leurs détenteurs et bénéficiaires participent plus substantiellement à la couverture des charges publiques. C'est donc à juste titre que des propositions ont été avancées. A été lancée la proposition d'un impôt sur les gains en capitaux; nous avons soutenu parallèlement, pour des raisons liées à la perception, un impôt sur l'enrichissement mobilier.

Au-delà des questions techniques, il faut admettre qu'il ne s'agit pas, comme certains voudraient le faire croire, d'une mode, d'une idée d'un jour. On touche à une structure suisse, source d'inégalités. Le reconnaître, c'est le premier pas du débat. *ag*

Brève

JACQUELINE MAURER-MAYOR a signé l'édito dans le bulletin d'information de la Haute école spécialisée de Suisse occidentale. Qui annonce que «le Comité stratégique de la Haute École spécialisée de Suisse occidentale a nommé les membres du Comité directeur.» Sur les douze membres du Comité directeur, pas une seule femme.

«Votez femmes pour que ça change», titre le tous ménages distribué par le département de Jacqueline Maurer dans les foyers vaudois pour les élections.

Une maxime à appliquer. *gs*